



PRÉFECTURE DE LA RÉGION BRETAGNE

Rennes, le 03 MAI 2019

La Préfète de région

à
Monsieur le Directeur départemental des
Territoires et de la Mer des Côtes d'Armor
Service planification logement urbanisme
A l'attention de Mme Nathalie GAY
1 rue du Parc
CS 52256
22022 SAINT-BRIEUC CEDEX

Direction régionale
des affaires culturelles

Service régional de l'archéologie

Affaire suivie par
Yoann CHANTREAU
Carte archéologique Côtes d'Armor

Poste : 02 99 84 59 09
yoann.chantreau@culture.gouv.fr

Réf : SRA / 190808

Objet : Commune d'YFFINIAC
Révision du Plan Local d'Urbanisme – Consultation sur le projet arrêté
Réf : Votre courrier du 9 avril 2019

P.J. :

- 1 tableau des zones de protections demandées
- 1 carte de localisation des zones de protection demandées au titre de l'archéologie sur fond cadastral
- le règlement écrit

En réponse à votre courrier concernant le PLU cité en objet et après consultation du service régional de l'archéologie, je vous fais part des observations suivantes :

I. Rapport de présentation

Le tableau et la carte portant sur les zones de protections demandées au PLU au titre de l'archéologie sont bien intégrés dans le rapport de présentation.

II. Règlement écrit

Il aurait été préférable d'intégrer dans le règlement écrit le texte ci-dessous tel que défini dans le « porter à connaissance » :

Je vous rappelle que la protection des sites et gisements archéologiques actuellement recensés sur ce territoire relève des dispositions relatives à la prise en compte du patrimoine archéologique dans les opérations d'urbanisme conformément au Code du patrimoine, livre V, parties réglementaire et législative, notamment les titres II et III, au Code de l'urbanisme et au Code de l'environnement.

Le Code du patrimoine (art. R.523-1 à R.523-14) prévoit, de la part des autorités compétentes pour instruire et délivrer les autorisations d'urbanisme, la saisine automatique du Préfet de région pour certaines opérations d'urbanisme conformément aux articles L.311-1 et R.315-1 du Code de l'urbanisme : réalisation de Z.A.C. affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares; opérations de lotissements affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ; travaux soumis à déclaration préalable.

Également en application dudit décret et de l'article L.122-1 du Code de l'environnement, les aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à autorisation administrative et devant être précédés d'une étude d'impact, doivent aussi faire l'objet d'une saisine du Préfet de région.

Je vous rappelle aussi la possibilité donnée aux autorités compétentes de prendre l'initiative de la saisine en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique portés à leur connaissance pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux, ou pour recevoir les déclarations préalables.

Certains sites présentent un intérêt scientifique, culturel et patrimonial suffisamment important pour demander le maintien de leur préservation et leur conservation dans l'état actuel. Cela impose leur inscription en zone N pour une protection durable, en application de l'article R.123-9 du Code de l'urbanisme. Celles-ci sont identifiées sur le tableau et délimitées sur le document graphique joints.

Les dispositions réglementaires et législatives ci-dessous, en matières de protection et de prise en compte du patrimoine archéologique sont à préciser dans le règlement :

1) Code du patrimoine, Livre V - Archéologie, notamment ses titres II et III

- article R.523-1 du Code du patrimoine

« les opérations d'aménagement, de constructions d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect de mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations ».

- article R.523-4 du Code du patrimoine

Entrent dans le champ de l'article R.523-1 les dossiers d'aménagement et d'urbanisme soumis à instruction au titre de l'archéologie préventive : les permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager, les zones d'aménagement concerté, les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R.523-5 du Code du patrimoine, les aménagements et ouvrages qui doivent être précédés d'une étude d'impact, les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques.

Les dossiers d'urbanisme soumis à instruction systématique au titre de l'archéologie préventive sont :

1° lorsqu'ils sont réalisés dans les zones prévues à l'article R.523-6 du Code du patrimoine... les permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager, les zones d'aménagement concertées,

2° lorsqu'ils sont réalisés hors les zones, les zones d'aménagement concerté affectant une superficie supérieure à 3 hectares, les opérations de lotissement affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares.

- article R.523-8 du Code du patrimoine (socle juridique commun avec l'article R.111-4 du Code de l'urbanisme)

« En dehors des cas prévus au 1° de l'article R.523-4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article, ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R.523-7, peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance. »

- article L.522-5 du Code du patrimoine

« Avec le concours des établissements publics ayant des activités de recherche archéologique et des collectivités territoriales, l'Etat dresse et met à jour la carte archéologique nationale. Cette carte rassemble et ordonne pour l'ensemble du territoire national les données archéologiques disponibles.

Dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. »

- article L.522-4 du Code du patrimoine

« Hors des zones archéologiques définies en application de l'article L.522-5, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements, ouvrages ou travaux peuvent saisir l'Etat afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique. A défaut de réponse dans un délai de deux mois ou en cas de réponse négative, l'Etat est réputé renoncer, pendant une durée de cinq ans, à prescrire un diagnostic, sauf modification substantielle du projet ou des connaissances archéologiques de l'Etat sur le territoire de la commune. »

- article L.531-14 du Code du patrimoine

« Lorsque par la suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions [...] et plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui doit la transmettre à la Préfète. »

Le service compétent relevant de la Préfecture de la région de Bretagne est la Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, Service régional de l'archéologie, Hôtel de Blossac, 6 rue du Chapitre, CS 24405, 35044 Rennes Cedex, tél : 02.99.84.59.00.

2) Code de l'urbanisme

- article R.111-4 du Code de l'urbanisme

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques. »

3) Code de l'environnement

- article L.122-1 du Code de l'environnement

« Les ouvrages et aménagements dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact doivent faire l'objet d'une saisine du service régional de l'archéologie au titre du Code du patrimoine, article R.523-4, alinéa 5. »

4) Code pénal

- article 322-3-1, 2° du Code pénal

« La destruction, la dégradation ou la détérioration est punie de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende lorsqu'elle porte sur une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain sur lequel se déroulent des opérations archéologiques ou un édifice affecté au culte.

Les peines sont portées à dix ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende lorsque l'infraction prévue au présent article est commise avec la circonstance prévue au 1° de l'article 322-3.

Les peines d'amende mentionnées au présent article peuvent être élevées jusqu'à la moitié de la valeur du bien détruit, dégradé ou détérioré. »

III. Règlement graphique

Les zones demandées apparaissent bien sur le document graphique mais la légende est inexacte. Il ne s'agit pas des sites archéologiques mais des zones de protection demandées au PLU au titre de l'archéologie, telles qu'elles figurent dans le rapport de présentation.

Enfin, j'attire votre attention sur le fait que les informations archéologiques présentent l'état actuel des données issues de la carte archéologique nationale. Celle-ci est susceptible d'être mise à jour et d'apporter de nouvelles connaissances archéologiques sur le territoire de la commune. En cas d'informations nouvelles, le Service régional de l'archéologie portera à la connaissance de la commune les nouveaux gisements ou sites, leur localisation et, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection conformément aux articles L.522-4 et 522-5 du Code du patrimoine.

Pour la Préfète, et par délégation
le Directeur régional des affaires culturelles
Pour le Directeur régional



Yves MENEZ
Conservateur régional de l'archéologie



LISTE DES ZONES DE PROTECTIONS DEMANDEES AU PLU AU TITRE DE L'ARCHEOLOGIE

Service régional de
l'archéologie

mercredi 29 avril 2015

YFFINIAC

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 | 1 | 2014 : AW.156&161 | 19773 / 22 389 0001 / YFFINIAC / LA VILLE RABELLE / LA VILLE RABELLE / Epoque indéterminée / enclos |
| 2 | 1 | 2014 : AC.121;AC.126-127;AC.129;AC.133-134;AC.140;AC.144-145;AC.147&150;AC.168&180;AC.183&186;AC.251;AC.253&264;AC.267&270;AC.273&278;AC.283;AC.286;AC.290-291;AC.293;AC.302&304;AC.313-314;AC.326;AC.328;AC.330&332;AC.348;AC.362;AC.364;AC.370;AC.376-377;AD.11;AD.15&17;AD.24-25;AD.26;AD.31;AD.34-35;AD.37&39;AD.51&53;AD.55&58;AD.83&87;AD.93;AD.95&97;AD.102-103;AD.106;AD.109-110;AD.257-258;AD.262;AD.265;AD.282;AD.289-289;AE.8-9;AE.12;AE.25;AE.27-28;AE.31-32;AE.34;AE.37-38;AE.187&188;AE.363;AE.365;AE.367;AE.370 | 19714 / 22 389 0002 / YFFINIAC / VOIE CARHAIXCORSEUL / section unique du Chemin Noe au Chateau Rouge / route / Age du fer - Epoque indéterminée 19994 / 22 277 0017 / SAINT-BRANDAN / VOIE LE RILLAN(EN SAINT-BRANDAN)/LE CHEMIN CHAUSSEE (EN LA BOUILLIE) / Tracé intégral / voie / Gallo-romain - Epoque indéterminée |
| 3 | 1 | 2014 : BH.4;BN.1&6;BN.49;BN.51;BO.63-64 | 22988 / 22 389 0003 / YFFINIAC / LES VILLES HERVE / LES VILLES HERVE / occupation / villa ? / Gallo-romain - Epoque indéterminée |
| 4 | 1 | 2014 : AE.41&43;AE.48-49;AE.239;AH.1;AH.5;AH.8;AH.25;AH.40&51;AH.61;AH.67;AH.70;AH.228;AH.230;AI.4 &6;AI.9&11;AI.14&16;AI.26&37;AI.169;AI.171;AI.178&180;AI.250-251;AI.313-314;AK.23;AK.29;AK.36;AK.41&55;AK.60-61;AK.63;AK.65&68;AK.70-71;AK.75;AK.86;AK.95;AK.135-136 | 19528 / 22 081 0031 / HILLION / VOIE CARHAIXCORSEUL / Section unique du Château Rouge aux Pontis-Neufs / route / Age du fer - Epoque indéterminée 19994 / 22 277 0017 / SAINT-BRANDAN / VOIE LE RILLAN(EN SAINT-BRANDAN)/LE CHEMIN CHAUSSEE (EN LA BOUILLIE) / Tracé intégral / voie / Gallo-romain - Epoque indéterminée |

1 : zone de saisine du Préfet de Région

2 : demande de zone N au titre de l'archéologie et zone de saisine du Préfet de Région

Zones de protection archéologiques demandées pour la commune de YFFINIAC, le 29/04/2015



